

« Nous avons fait vivre la petite idée de Coluche, en défendant fidèlement nos convictions. »

« Nous avons fait vivre la petite idée de Coluche, en demeurant un acteur majeur de l'inclusion sociale. »

03

EXTRAITS DU RAPPORT MORAL



Extrait du rapport moral prononcé par le président de l'Association Nationale, Olivier Berthe, devant l'Assemblée Générale du 21 Octobre 2016, et approuvé à l'unanimité par les 381 membres présents et représentés.

« Nous ferons vivre la petite idée de Coluche, en construisant toujours l'avenir. »

« Nous avons fait vivre la petite idée de Coluche, en encourageant la générosité. »



POUR SUIVRE LA PETITE IDÉE DE COLUCHE.

OUI, EN ACCUEILLANT LES FAMILLES QUI AVAIENT BESOIN DE NOTRE AIDE !

- 926 000 personnes accueillies, dont 38 500 bébés, pendant la campagne d'hiver, 367 000 pendant la campagne d'été. Des profils connus mais aussi de nouveaux inscrits ; toujours plus de personnes âgées, d'étudiants, de mamans isolées. Mais notre aide alimentaire est-elle toujours adaptée à toutes les familles accueillies, en particulier celles qui ne peuvent conserver ou cuisiner convenablement les aliments que nous leur fournissons ? Les familles nombreuses sont-elles équitablement inscrites ? La campagne d'été n'est-elle pas trop restrictive, même si elle n'a cessé de prendre de l'ampleur tant en nombre de centres ouverts qu'en nombre de personnes inscrites ? Ces questions, nous nous les posons et nous tentons d'y apporter des réponses concrètes afin de nous assurer que notre mission sociale d'aide alimentaire reste bien adaptée aux plus fragiles de nos concitoyens. Car si nous sommes certains que ceux qui fréquentent nos 2 112 centres d'activités ont tous un vrai besoin de ce que nous distribuons, nous devons en permanence nous assurer que d'autres, invisibles et souvent muets, ne restent pas à l'écart.

OUI, EN DISTRIBUANT DAVANTAGE DE REPAS !

- 132,5 millions de repas distribués en 2016, le cap des 2 milliards de repas distribués depuis l'origine des Restos dépassé cette année. Le tout avec des dépenses à la baisse car la substitution ne cesse de croître, nous permettant ainsi de poursuivre cette action dans des volumes que nos seules finances rendraient difficiles à atteindre. Plus de 100 000 tonnes désormais distribuées, soit 40% du total de l'aide alimentaire associative en France, estimée à 250 000 tonnes en 2015.

OUI, EN ACCOMPAGNANT BIEN AU-DELÀ DE L'AIDE ALIMENTAIRE !

- Grâce à l'apprentissage des savoirs de base et l'accès aux loisirs et à la culture, qui ont permis 5 506 départs en vacances, 94 000 rendez-vous cinéma, 1 170 personnes soutenues dans leurs démarches sur Internet, 5 173 adultes et 684 enfants formés au français ou accompagnés dans leurs devoirs. Grâce à l'aide et aux conseils, qui ont déclenché 3 200 soutiens à la recherche d'emploi, 3 263 rendez-vous pour justice, 2 600 accompagnements dans la gestion budgétaire ou le micro-crédit, 10 500 suivis de prévention ou d'accès aux soins et 10 500 accès aux droits. Grâce à l'insertion vers l'emploi pour 2 006 salariés, vers le logement pour 1 625 personnes, l'hébergement pour 1 501 sans-abri et l'accueil dans la rue générant 1 600 000 contacts dans l'année.

OUI, EN MOBILISANT 71 000 BÉNÉVOLES !

- Bénévoles toujours plus nombreux, dont l'apport essentiel est chiffré cette année à 207 millions d'euros. Sans eux, pas d'effet levier permettant de multiplier par 6 l'argent public confié aux Restos, sans eux pas de frais généraux à seulement 7,3%. Sans eux, pas de valeur ajoutée humaine à toutes les actions d'aide alimentaire et d'insertion. Sans eux, pas toutes ces initiatives qui pendant 31 ans ont fait la richesse de l'expérience et l'efficacité de l'association. Appuyés par des salariés concentrés sur les postes clés, eux aussi tout autant investis et passionnés, ils forment les équipes qui permettent les chiffres cités plus haut. Sans eux, pas de Restos du Cœur, tout simplement.

OUI, EN JOUANT TOUT NOTRE RÔLE D'INCLUSION !

- La puissance et la sincérité de l'engagement de toutes ces femmes et de tous ces hommes est sans aucun doute un rempart bien plus crédible et efficace contre la barbarie que tous les murs et tous les discours simplistes. Notre association joue désormais un rôle essentiel dans la cohésion sociale du pays, présente dans presque 2 000 communes, dans les quartiers, là où souvent plus aucune structure ne couvre aussi complètement les populations exclues et abîmées par la vie. Loin de favoriser « l'assistanat » que certains condamnent avec démagogie et ignorance, les Restos refusent la stigmatisation et s'emploient à aider toutes les personnes qui en font la demande justifiée, sans filtre si ce n'est celui de la nécessité, voire de l'urgence.

OUI, EN RESTANT FIDÈLES À NOS VALEURS !

- Gratuité de l'aide, accueil inconditionnel, aide apportée sans jugement dans le respect de la personne accueillie et de son parcours, indépendance totale vis-à-vis du politique, du religieux ou du syndical, priorité donnée à l'action dans le souci permanent des frais généraux maîtrisés, primauté du bénévolat : c'est parce que nous sommes restés constants et inflexibles sur ces points, parfois malgré les pressions, que nous sommes considérés comme solides, efficaces et lisibles pour tous ceux qui nous soutiennent. Et surtout c'est grâce à cela que certaines personnes poussent la porte de nos centres d'activités alors qu'elles ont totalement disparu des radars des services sociaux ou des autres structures humanitaires. Cette spécificité n'est pas une coquetterie ou une fierté mal placée : elle est nécessaire pour conserver la diversité du système d'aide et d'insertion en France. Oui, nous avons fait vivre encore un an au moins cette idée simple et généreuse de Coluche, mais comment ?
Nous avons fait vivre la petite idée de Coluche, en demeurant un acteur majeur de l'inclusion sociale.

MIEUX CONNAÎTRE LES PERSONNES ACCUEILLIES POUR MIEUX LES AIDER ET LES ACCOMPAGNER (PAN 2015-2018 — ACTION N°1)

- • • • Nous avons mis en place un groupe de travail afin de mieux comprendre la situation des « nouveaux publics ». En partenariat avec l'Université Paris-Descartes et ses étudiants en master de sociologie, des personnes hébergées en hôtel ou en foyer dans la région parisienne ont été interrogées. Par ailleurs, avec les étudiants de Sciences Po Paris, une étude approfondie de plusieurs centres de l'agglomération d'Arras, ainsi que des autres formes d'aide alimentaire du territoire, a été menée. Ces travaux sont précieux, car ils nous permettent à la fois de valider les points forts de notre action (gratuité, accueil inconditionnel, bénévolat), mais aussi les marges de progression pour faire évoluer nos horaires, pour être en adéquation avec tous les publics, et plus particulièrement les étudiants et les actifs, la gamme de nos produits pour mieux répondre à toutes les formes de cultures alimentaires, nos actions d'accompagnement alimentaire pour permettre, entre autre, de cuisiner collectivement.

Bénévoles toujours plus nombreux, dont l'apport essentiel est chiffré cette année à **207** millions d'euros.

SYSTÉMATISER DANS CHAQUE CENTRE D'ACTIVITÉ LE PROJET « UNE PERSONNE BIEN ACCUEILLIE ET BIEN ACCOMPAGNÉE » (PAN 2015-2018 — ACTION N°2)

- • • • Le projet « mieux accueillir et mieux accompagner », lancé lors du précédent projet associatif, se développe et vise à mettre tous les moyens en œuvre pour que chaque centre d'activités propose aux personnes accueillies les meilleures conditions possibles pour un accueil, une écoute, une orientation et un accompagnement de qualité. Appuyée par le logiciel ULYSSE, qui n'est que le moyen et non la finalité, cette démarche vise à la fois à faciliter l'inscription et le suivi des accueillis, à optimiser notre gestion, à pouvoir disposer des informations utiles à l'insertion et au suivi efficient des personnes et à pouvoir analyser les tendances en temps réel pour mieux en témoigner, anticiper nos recherches de moyens et alerter les pouvoirs publics. Elaboré en étroite collaboration avec les acteurs de terrain, ce projet majeur est désormais très majoritairement soutenu, surtout par ceux qui l'ont testé et qui en sortent renforcés dans leur adhésion. Pour autant, nous entendons strictement respecter l'exigence éthique autour de l'informatisation des données et nous veillerons scrupuleusement à protéger ces informations et à ne pas les transmettre à l'extérieur (sauf décision de justice), à ne les utiliser qu'en interne à des fins statistiques ou directement utiles à l'insertion en accord avec les intéressés et à ne jamais déshumaniser notre accueil.

POUR SUIVRE L'ADAPTATION DE L'AIDE ALIMENTAIRE ET DE NOS BARÈMES AINSI QUE LA DIVERSIFICATION, DANS LE MAINTIEN DES ÉQUILIBRES NUTRITIONNELS ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (PAN 2015-2018 — ACTION N°3)

- • • • Pour remplir cet objectif aux dimensions multiples, le travail du pôle alimentaire s'est déployé suivant 4 axes :

Réinterroger nos pratiques actuelles en matière de gamme alimentaire et de barème :

Les résultats des études auprès des personnes accueillies nous éclairent déjà sur la nécessité de faire évoluer notre gamme, notamment en diminuant la part de produits cuisinés et en développant celle constituée de produits frais. Mais plus fondamentalement nous étudions la question de l'adéquation de notre barème, vieux de 20 ans et seulement indexé depuis, à la réalité de certaines situations. Des enquêtes menées auprès des Associations Départementales, une étude sur les charges liées au logement ou au transport, le développement d'outils de simulation et l'étude approfondie des statistiques des dernières campagnes concernant les personnes acceptées comme refusées, nous ont donné des pistes à creuser. Durant les exercices à venir, par étape afin d'en mesurer les effets et de ne pas risquer des ruptures brutales, nous allons introduire les évolutions nécessaires pour renforcer l'équité de nos critères. Bien entendu, tout cela se fera en adéquation avec les moyens disponibles, financiers comme en nature.

Diversifier les sources d'approvisionnement :

Avec 43 000 tonnes non achetées, l'objectif du précédent plan triennal, parfois jugé trop ambitieux, est dépassé de 3 000 tonnes. Cette anticipation nous a permis de traverser la crise et l'effet ciseau, sans rupture dans nos pratiques. Progressivement, nous convergeons vers un quasi équilibre en tonnage entre ce qui est acheté et ce qui est donné. Toutes les sources ont progressé. La Collecte Nationale, qui mobilise 72 000 bénévoles dans 6 630 magasins, a rapporté 7 380 tonnes, soit presque 8% de plus que l'an dernier. De nouvelles équipes se mobilisent, les partenariats en moyens comme en collecteurs s'amplifient et toutes les conditions du succès, dont une date hors congés scolaires, sont encore réunies pour l'an prochain. Les entrepôts d'opportunité de Lens et Cavaillon ont fourni plus de produits et nous allons challenger leur modèle économique lors du prochain exercice. La ramasse a aussi progressé. Avant de mesurer pleinement les effets de la loi Garot, nous mettons tout en œuvre pour que les modifications de comportement générées par cette loi perturbent à moyen terme le moins possible les accords et fonctionnements existants, afin d'être une vraie plus-value en tonnage et non en complexité. Tout comme nous suivons de très près les expériences menées avec les intermédiaires de la récupération, qui eux aussi doivent constituer des sources supplémentaires et non se substituer à nos propres ramasses. Enfin, les volumes issus des dons des filières agricoles progressent également, ainsi que le nombre de filières ouvertes. En soutien à ces actions, le développement de la prospection, notamment via la cartographie ICIDON, et la complémentarité entre les Associations Départementales et le pôle, demeurent essentiels.

Améliorer nos flux logistiques et réduire nos coûts :

L'optimisation logistique nationale est en cours, les entrepôts étant déjà passés de 8 à 3 pour l'ambient et de 4 à 3 pour les surgelés. Les tarifs ont été renégociés et mis sous pilotage mensuel et une démarche visant à homogénéiser les pratiques d'achat dans le domaine des fluides et des véhicules a démarré. La prochaine étape consistera à réduire davantage nos stocks, surtout en matière de produits « dépréciables », de converger vers une gestion plus tendue et enfin d'inverser l'orientation actuelle descendante du national vers les centres pour élaborer un système d'achats s'appuyant directement sur les commandes des centres.

Soutenir et appuyer les AD dans leurs démarches :

Les missions d'appui ont été plus nombreuses (33) et mieux ciblées. La collaboration avec Agro-Analyse s'est intensifiée et améliorée (hotline, communication des résultats). Il est indispensable que les Restos, en matière d'hygiène comme de respect des normes concernant le FEAD, demeurent les « bons élèves » de la classe en France, à la fois par respect des personnes accueillies et pour conserver la confiance des instances nationales et européennes. Nous poursuivrons donc et amplifierons le soutien et le conseil en la matière.

METTRE EN ŒUVRE LE MODÈLE RESTOS (SOCIAL ET ÉCONOMIQUE) EN MATIÈRE D'INSERTION ET FAIRE ÉVOLUER LES STRUCTURES (CHANTIERS, CENTRES D'HÉBERGEMENT)

(PAN 2015-2018 — ACTION N°4)

•••• Comme rappelé dans la charte nationale d'engagement et en préambule du Projet Associatif National, l'aide à la personne est la mission principale des Restos, en commençant par l'aide alimentaire et en orientant systématiquement les personnes accueillies vers les autres formes d'aide et d'accompagnement, en particulier l'accès aux droits. Pour remplir cet objectif, le pôle Insertion Accompagnement s'est employé à promouvoir l'aide à la personne, développer le soutien et l'assistance au terrain, coordonner une action cohérente et efficace vers les acteurs, tout en s'assurant de la maîtrise des coûts. Pour l'insertion par l'emploi, la structuration des chantiers autour des deux modèles validés (re-mobilisation et professionnalisation) progresse. Un 102ème chantier s'est ouvert à Saint-Nazaire pour expérimenter la mise en conserve de soupes grâce à des légumes récupérés et au global, les résultats en matière de sorties dynamiques restent très élevés, à 52%, probablement grâce aux nombreuses actions d'accompagnement vers la stabilité qui s'attaquent aux freins à l'emploi (santé, langue française, mobilité, logement, problèmes administratifs, budget, projet pro). Les relations avec les partenaires institutionnels, les autres acteurs de l'insertion, les entreprises et les autres réseaux des Restos ont favorablement évolué, donnant des résultats très positifs. Pérenniser les structures existantes, accompagner les gros projets de restructuration à Toulouse et Aubagne, accompagner les AD et entamer la mise en place des recommandations du rapport de 2015 sur les structures ont constitué les priorités de l'activité logement et hébergement. Avec 70% de sorties positives dans les résidences et hôtels sociaux, 79% pour les baux glissants, les résultats sont en progrès mais demeurent plus efficaces quand ils sont relayés par un travailleur social ou un bénévole « expert ». Les sorties positives sont aussi plus nombreuses

pour les structures d'hébergement, dans un contexte difficile qui voit la durée des séjours pratiquement doubler en un an.

Soutenir les 5 000 bénévoles des 106 points d'accueil des gens de la rue a constitué le premier objectif du réseau, en particulier dans les projets de réorganisation ou de travaux pour une dizaine de sites. Il a aussi fallu faire face à la crise migratoire accentuée par le drame syrien, autant pour les activités de rue que pour la réflexion sur une mise en place de centres « APSA » (Accueil des Personnes Sans Adresse). Pour la première fois, le nombre de contacts connaît une légère baisse sous l'effet conjugué de la fermeture de 3 sites et du recentrage des maraudes sur le non alimentaire et de la multiplication des « initiatives citoyennes ».

Le soutien à la recherche d'emploi est actif dans 49 Associations Départementales et 312 centres. Animé par 426 bénévoles dédiés, il propose un accompagnement global vers l'emploi dans la moitié des cas et une action plus basique d'affichage d'offres et d'aide au CV dans l'autre moitié. Mais avec un public composé d'une majorité de demandeurs d'emploi, les Restos se doivent d'amplifier le déploiement de cette action et les recherches de partenariat avec les entreprises. A ce sujet, la mise en œuvre de la formation aux métiers de la boucherie menée avec Carrefour dans le cadre des Tremplins du Cœur constitue une très belle initiative à essayer.

Le conseil budgétaire et le microcrédit personnel se déploient dans 71 AD, impliquent 831 centres et sont animés par 612 bénévoles dédiés. Plusieurs sessions de formations de bénévoles et réunions locales de sensibilisation ont été organisées et une fiche d'entretien budget a été créée et testée pour servir de support lors des rendez-vous. L'élargissement de la cible vers les salariés des ACI et les personnes hébergées et logées constitue également un axe d'évolution important, l'exclusion bancaire étant aussi un frein majeur à l'insertion.

L'accès à la justice, exercé dans 44 Associations Départementales et 297 centres, a permis de tenir près de 800 permanences en partenariat avec les CDAD et les avocats. Droits des étrangers, de la famille, de la consommation et du surendettement, du logement ou encore du travail sont les principaux domaines concernés. L'accès aux droits pluriels s'exerce quant à lui dans 63 Associations Départementales et 478 centres, dans les trois quart des cas avec des partenaires locaux. Cette activité a pratiquement doublé en un an, ce qui marque la priorité que nous lui avons donnée. Pour réaliser cet objectif, la consolidation des outils est en cours, tout comme la recherche de partenariats nationaux avec les services de l'Etat et les organismes paritaires. Dans le même temps, les activités d'accès aux soins et à la santé ont été cadrées et définies par le bureau national et vont également se structurer en réseau.

Lever les freins à l'insertion passe aussi par une bonne maîtrise de la lecture et de l'écriture. C'est le rôle des 327 ateliers de français et 93 ateliers d'accompagnement scolaire, présents dans pratiquement 3 AD sur 4. Plus de bénévoles, plus d'ateliers à Internet accompagné, désormais présents dans 196 centres, marquent les progrès de cette activité, qui développe aussi ses interactions avec les chantiers et le SRE pour un travail global sur les freins à la reprise de l'emploi.

Sortir de l'isolement et d'un quotidien difficile, se sentir comme tout le monde, c'est ce que permettent les départs en vacances et les activités culturelles, sportives et de loisirs. 60 AD impliquées dans les départs en vacances avec davantage de départs autonomes et un accroissement de l'autonomisation des publics, 307 communes concernées par les rencontres au cinéma avec un développement important en milieu rural, 1 340 espaces livres dans 100 AD, dont 529 bien structurés et allant au-delà de la mise à disposition des livres, 1 108 centres dans 88 AD organisant des sorties culturelles ou de loisirs et 54 centres dans 20 AD des activités sportives. Sans oublier, grâce au partenariat avec la Ligue de Football Professionnel, 5 183 places de matchs de la coupe de la ligue utilisées par 21 AD.

DÉVELOPPER UNE COMMUNICATION INTERNE VERS L'INTÉGRALITÉ DES 71 000 BÉNÉVOLES ET MIEUX INTÉGRER LEURS RÉACTIONS ET SUGGESTIONS

(PAN 2015-2018 — ACTION N°8)

•••• Pour renouveler et gérer au mieux la « ressource bénévole », il a fallu mettre en place un réseau de référents dans les AD, dont 98 sont aujourd'hui pourvues, identifier et formaliser les pratiques d'animation, diversifier les profils et les formes d'engagement et enfin engager la création d'un futur système d'information.

Mais une fois recrutés, ces bénévoles doivent être formés. En la matière, les objectifs du service sont bien d'accompagner leur intégration dans l'association, de les préparer à accomplir les activités d'accompagnement et de les aider à assumer de nouvelles responsabilités, le tout en assurant une formation continue des intervenants de la formation. Extrêmement mobilisés sur les formations sur Ulysse, les équipes ont aussi lancé de nouveaux modules et au total, ce sont 32 478 bénévoles qui ont été formés, soit presque 4% de plus que l'an dernier.

En appui de l'animation et du recrutement, la communication a lancé une vaste campagne d'encouragement au bénévolat, et notamment celui des jeunes. Un groupe Facebook « Etudiants avec les Restos du Cœur » a été lancé, accompagné d'un e-mailing vers 2 500 associations étudiantes et le film « Draw my life », réalisé par les jeunes de Sup de pub, a été récemment diffusé sur les réseaux sociaux. La communication digitale est d'ailleurs prépondérante pour aller chercher ces nouveaux profils sur Facebook, Twitter, Viadeo ou LinkedIn. En interne, la refonte de la rubrique « vie des centres » a permis un accroissement de 90% du nombre de pages vues et la « newsletter « RestoNet Infos » a été diffusée. Les services culture et loisirs, emploi, tremplins du cœur, ressources bénévoles et CMS ont également été accompagnés dans leurs communications vers les centres. C'est ce travail de fond et lui seul qui nous permettra de mobiliser suffisamment de femmes et d'hommes motivés et compétents pour accomplir l'ensemble de nos missions présentes et à venir.

DÉCLINER DANS CHAQUE AD UN PROJET ASSOCIATIF RESTOS

(PAN 2015-2018 — ACTION N°5)

•••• Le pôle animation antennes et AD s'est employé à mettre en place la démarche projet qui permet désormais d'apporter une réponse globale et concertée à chaque structure. Comme il constitue le point d'entrée unique pour tout nouveau projet, il assure la coordination des réponses, en essayant d'en réduire au mieux les délais. Dans le même temps, le remplacement de 35 responsables départementaux et la sensibilisation pour constituer les équipes-types complètes ont renforcé la gouvernance locale, préalable au développement des projets associatifs. Mais nous devons aussi nous assurer de la pérennité de nos projets, qui passe par une maîtrise de leurs financements.

On le voit nettement, la mise en œuvre des 6 actions de notre projet associatif national concernant les missions sociales ou l'organisation de notre réseau local est largement engagée et va nous assurer de demeurer un acteur majeur de l'inclusion sociale en France. **Nous avons fait vivre la petite idée de Coluche, en défendant fidèlement nos convictions.**

DÉMONTRER LE RÔLE JOUÉ PAR L'ASSOCIATION DANS LA SAUVEGARDE DU TISSU SOCIAL ET L'EFFET MULTIPLICATEUR DE SON ACTION AU REGARD DES FINANCEMENTS PUBLICS

(PAN 2015-2018 — ACTION N°10)

•••• Le rôle du Message des Restos est bien de structurer le témoignage et les interpellations de l'association auprès des dirigeants politiques nationaux, des collectivités locales, des grandes administrations et du monde associatif. Cela se fait toujours en puisant dans les priorités fixées par les instances de gouvernance, en restant en veille institutionnelle active et en refusant toutes formes d'aventures individuelles ou de personnalisation du débat.

Sur le plan national, la visite du Président de la République dans le centre de la rue Saint-Roch à Paris, le 16 décembre, a été un fait marquant. Non seulement il a pu se rendre compte du dynamisme des bénévoles, majoritairement des jeunes actifs pour cette activité, mais aussi rencontrer des sans-abris, entendre des témoignages concrets et quelques revendications de notre part, dont certaines, comme la convention cadre pour l'insertion, sont aujourd'hui suivies d'effet. L'échange avec la Ministre du Logement le 4 mai et le Secrétaire d'Etat au Budget, le 13 mai, ont aussi permis de diffuser le message et les attentes des Restos en matière de politique de logement et d'hébergement et d'exprimer nos craintes face aux risques sur les dons engendrés par la réforme du prélèvement à la source. De même, nos auditions à l'Assemblée Nationale sur l'accès aux droits, le 27 janvier, et au Sénat face au Président de la Commission des Affaires Sociales, le 13 juillet, ont renforcé notre position sur ces deux thèmes. En rencontrant le Président de l'Association des Maires de France, le 27 octobre, nous avons pu signer une convention de partenariat qui commence à se concrétiser, puis nous avons pu intervenir au congrès des maires le 2 juin, ce qui est déterminant au regard du poids des communes dans les subventions et les aides en nature. En prenant contact avec le Président de l'Assemblée des Départements de France, le 19 novembre, nous avons posé les bases d'échanges constructifs avec la Commission des Affaires Sociales de cette organisation, ce qui est crucial quand on sait que les départements sont les premiers financeurs de l'insertion. En ce qui concerne les administrations et organismes officiels, nous avons fait visiter le chantier d'insertion de Rungis à la Présidente du Conseil National d'Insertion par l'Activité Economique et la députée représentant l'Assemblée Nationale au CNAIE, le 11 février. Cet échange a fait évoluer la vision de l'insertion pratiquée par les Restos des invitées du jour, qui ont proposé dans la foulée que nous intégrions le CNAIE. Le 9 septembre, nous avons rencontré le directeur général de la Sécurité Sociale, pour lui présenter nos actions en matière d'accès aux droits et d'accès aux soins, ce qui devrait déboucher sur des échanges utiles à l'accomplissement de nos missions dans ces deux domaines. Enfin, sur le plan associatif, des échanges de plus en plus fructueux se poursuivent avec la FNARS et le collectif Vacances-combattre l'exclusion.

POUR SUIVRE ET AMPLIFIER LE TRAVAIL COLLECTIF DANS LE DOMAINE DE L'AIDE ALIMENTAIRE FRANÇAISE ET DÉFENDRE LES SUJETS MAJEURS DE LA PÉRIODE SUR CETTE QUESTION

(PAN 2015-2018 — ACTION N°11)

•••• Dès notre lancement de campagne, nous avons la confirmation par le Ministre de l'Agriculture, que le travail sur l'ouverture des dons à toutes les filières agricoles était en train de payer, via son annonce de l'extension du dispositif aux fruits et légumes transformés. Cette sensibilisation de tous les acteurs, nous l'avons poursuivie en rencontrant les filières, telle

INAPORC en février, en nouant des contacts lors du Salon de l'agriculture de Paris et du SPACE de Rennes, en témoignant lors de l'AG des éleveurs de volailles de LOUE en mai ou encore en rencontrant le président national de la coordination rurale. Dans le même temps, nous continuons de préparer le renouvellement de FEAD de 2020, en étant audités par la Commission Européenne en février et en faisant visiter un centre Restos à des membres de cette dernière, en recevant la Cour des Comptes lors de son contrôle sur la mise en œuvre de l'aide alimentaire et des financements ou en intervenant lors de la première rencontre européenne sur le FEAD de juin. Ces démarches montrent le sérieux avec lequel nous traitons ce dossier depuis des années et renforcent notre parole auprès des décideurs qui auront bientôt à statuer sur la reconduction de ce dispositif, voulu par Coluche, qui permet de nourrir aujourd'hui des millions de citoyens vivant dans l'UE. Le troisième dossier d'ampleur que nous avons eu à traiter est celui de la lutte contre le gaspillage alimentaire. En ne cessant de rappeler que cet objectif était toutefois secondaire par rapport à la nécessité d'aider dignement et dans une totale sécurité alimentaire les personnes accueillies, nous avons pesé pour que les pièges d'un éventuel décret imprécis et d'une potentielle législation sanitaire et fiscale floue ne se retournent pas contre les bénévoles. En étant audités par le Sénat sur la loi GAROT en décembre, en rencontrant le président de l'ADEME pour les financements de la logistique, en négociant le décret et la convention cadre qui l'accompagne et sécurise les conditions des futures ramasses et en obtenant une clarification sur la fiscalité au mois d'août, nous sommes parvenus à infléchir une loi qui sans cela aurait pu se révéler une forme de piège pour le futur. Nous avons aussi cadré les relations avec les intermédiaires de ramasse au sein d'une charte nationale. Toutes ces actions se sont déroulées en concertation avec les autres associations humanitaires avec lesquelles nous travaillons très régulièrement pour obtenir, tant que c'est possible, des positions communes, comme celle de la candidature des Restos pour représenter l'aide alimentaire au sein du Conseil National de l'Alimentation.

DÉFENDRE LE BÉNÉVOLAT ET L'ENCOURAGER

(PAN 2015-2018 – ACTION N°12)

•••• Ce nouvel axe fort de notre message s'est matérialisé par notre intervention, en avril, lors du Comité Interministériel Egalité et Citoyenneté, en présence du Premier Ministre. Mais aussi par notre participation aux débats parlementaires et nos propositions dans le cadre du projet d'encouragement de l'action bénévole (dons de RTT, statut de responsable associatif étudiant et attribution de crédits ECTS pour les étudiants engagés dans une association, ces deux derniers points ayant été intégrés depuis dans la loi). Dans le même temps, nous sommes aussi intervenus pour demander des mesures de simplification de la vie associative.

PROMOUVOIR LES VALEURS DES RESTOS : ACCUEIL INCONDITIONNEL, GRATUITÉ DE L'AIDE, REFUS DE LA STIGMATISATION DES PERSONNES ACCUEILLIES, SOLIDARITÉ

(PAN 2015-2018 – ACTION N°9)

•••• L'année 2016 a été l'occasion de préparer le plaidoyer qui sera diffusé dans quelques mois par les Restos aux candidats aux élections présidentielles et législatives. Nous y réaffirmons les valeurs de notre association, en les expliquant et en montrant leurs impacts positifs. Nous y présentons également des suggestions pour maintenir et amplifier les

moyens dont nous avons besoin pour mener notre action. Nous y témoignons sur l'apparition des nouvelles formes de précarité. Enfin, nous démontrons l'importance et l'efficacité de nos actions d'inclusion sociale pour aider durablement les personnes accueillies. Toutes ces actions trouvent aussi leur relais dans l'activité du service communication, grâce au travail accompli dans la conception des supports institutionnels de communication, de plus en plus diffusés et appréciés par nos partenaires et financeurs, dans les relations presse efficaces préservant en permanence les intérêts de l'association, dans l'utilisation optimale des partenariats médias pour les campagnes d'encouragement des dons, de diffusion de nos messages et de témoignages sur nos missions, dans le développement de la communication digitale et la refonte de notre site web ou encore dans l'accompagnement de nos grands événements, du lancement de campagne au week-end des Restos, sans oublier une présence efficace en appui aux AD. Si la voix des Restos porte encore, si l'appel de Coluche est encore audible 31 ans après avoir été lancé, nous le devons beaucoup à la cohérence et au sérieux de toutes nos communications.

Nous avons fait vivre la petite idée de Coluche, en encourageant la générosité.

INNOVER ET CHERCHER DE NOUVELLES RESSOURCES, AFIN DE CONSERVER LES MOYENS DE NOTRE ACTION

(PAN 2015-2018 – ACTION N°6)

•••• Avec 81,3 millions d'euros, les dons baissent d'un peu plus de 1%. Mais cette évolution masque en fait deux périodes totalement différentes : 48 semaines qui marquent une progression de plus de 6% et la terrible période du mois qui a suivi les attentats de novembre durant laquelle la sidération de tout un pays s'est aussi propagée aux donateurs, en chute de presque 16%.

Pour l'avenir de la générosité, nous restons confiants, ce qui est une nouvelle fois conforté par le baromètre TNS de mai 2016, plaçant les Restos du Cœur bien loin devant toutes les autres associations, tant en notoriété spontanée (63% contre 29% au deuxième) qu'en intentions de soutien (49% contre 29% au deuxième). Pour autant, cela ne doit pas endormir notre veille active pour toujours défendre la Loi Coluche, qui a rapporté 1 milliard 150 millions au cumul des 31 campagnes des Restos. Nous nous sommes ainsi assurés que les débats autour du prélèvement à la source ne portent pas sur une remise en cause de ce dispositif fiscal dont l'efficacité a totalement révolutionné le financement du monde associatif depuis bientôt 3 décennies. Nous innovons aussi dans les modes de prospections pour multiplier, renouveler et rajeunir nos donateurs, le tout en poursuivant bien entendu les modes plus traditionnels et en cherchant à les rendre toujours plus performants pour obtenir le meilleur ratio de collecte du monde associatif à 3,8%.

L'activité des legs, des donations et des assurances vie connaît des fluctuations logiques liées à la fois à la nature même de cette ressource et aux difficultés pour liquider certains dossiers. Ainsi, après une forte hausse l'an dernier, nous vivons une forte baisse cette année et nous savons déjà après quelques mois seulement que l'an prochain sera de nouveau nettement meilleur ! Il convient donc de regarder les tendances longues qui marquent une progression régulière des Restos. Mais à l'avenir, il faudra développer notre notoriété dans ce domaine, car elle est très loin de celle atteinte en matière de dons, et mieux prendre en charge la relation avec les testateurs. Le service mécénat-partenaire a poursuivi sa très belle croissance, de plus de 9% en 2016, entamée il y a plusieurs années. Les ressources obtenues montent déjà à près de 6 millions d'euros, alors que nous savons que

certaines contributions d'entreprises, telles le mécénat de compétences ou les contributions en nature n'apparaissent pas sur un plan comptable et pèsent au moins autant que le financier. Au-delà du développement des ressources, il faut aussi noter l'animation de la communauté de partenaires, au nombre de 112, par l'intermédiaire d'une newsletter, d'ateliers thématiques, d'invitations aux grands événements des Restos ou du site internet, et la structuration de la recherche de partenaires locaux dans les AD, qui se dotent de référents de plus en plus nombreux. Et si les résultats quantitatifs sont déjà remarquables, les retours des entreprises montrent que l'image des Restos sort renforcée de ces échanges, que les partenariats s'inscrivent de plus en plus dans la durée et débouchent aussi très souvent sur des aides aux missions sociales et sur du bénévolat. Pour les manifestations, les résultats sont plutôt stables et restent inférieurs à 2 millions d'euros.

Les subventions progressent à la fois pour l'Union Européenne, montant à près de 26,4 millions (+29%) sous l'effet du rééquilibrage dans l'affectation du FEAD, et pour les autres collectivités qui totalisent 36,3 millions (+1,5%). Le travail entrepris par toutes les AD et soutenu par le message des Restos paie et permet à notre association de retarder encore le moment où la raréfaction de l'argent public entraînera une baisse de ce poste. Pour autant, il est plus que jamais nécessaire de mettre en avant l'effet levier apporté par les Restos à cette aide et le rôle parfois unique et vital que nous jouons sur les territoires avec cette question simple mais redoutablement efficace à poser aux élus rétifs : « Combien coûterait notre absence à la collectivité » ?

Les Enfoirés ont cette année rapporté plus de 20 millions d'euros, malgré l'absence d'événements exceptionnels et de retours sur provisions qui avaient un peu gonflé ce poste les années précédentes. Les presque 100 000 places se sont vendues en quelques heures et ont produit une recette de plus de 6 millions d'euros. La diffusion, au cœur d'un événement médiatisé pour la première fois sous l'appellation « weekend des Restos », a passionné 11,6 millions de téléspectateurs, soit la plus grosse audience de l'année hors Euro de Foot. Les ventes de CD et DVD poursuivent une chute assez logique, même si moindre que celle du marché, les abandons de droits rapportent de plus en plus et le merchandising se développe mais reste encore relativement modeste au regard des autres postes. Des innovations sont en cours d'étude, tant sur le merchandising que sur d'autres types d'événements, ainsi que sur les nouveaux modes de diffusion. Et après 31 ans d'un engagement lumineux, précieux et sans faille, Jean-Jacques Goldman a annoncé son départ de l'organisation du spectacle. Nous lui sommes toutes et tous infiniment reconnaissants pour le formidable travail accompli tout au long de ces années.

Nous avons fait vivre la petite idée de Coluche, en nous organisant pour être durablement efficaces.

MAINTENIR LE PRINCIPE D'UNE GESTION RIGOREUSE AU SERVICE DES MISSIONS SOCIALES

(PAN 2015-2018 – ACTION N°7)

•••• Les services financiers se sont stabilisés et ont absorbé un volume de charges en augmentation à effectif constant. Un travail de fond a été réalisé sur l'amélioration des outils d'aide à la décision et la fiabilisation des informations nécessaires. Le service comptable a continué à améliorer la fréquence de production des états financiers, ainsi que les procédures de contrôle interne. Le contrôle de gestion a travaillé sur l'amélioration du suivi budgétaire et de la remontée des indicateurs, sur les stocks, la substitution et les engagements de commandes avec le pôle alimentaire

et sur le modèle ACI avec le réseau emploi. La cellule gestion a renforcé le nombre de missions d'audit, mais a aussi contribué à expérimenter le dialogue de gestion.

De nombreux projets informatiques, dont Ulysse, ont été mis en œuvre. Leur objectif est de fiabiliser les remontées de données, améliorer la sécurité, mieux suivre et piloter les indicateurs clés de notre structure pour nous permettre de renforcer notre efficacité. L'avenir va consister à poursuivre l'informatisation des centres, l'interface Navision sur Intranet et son évolution, les projets de SI bénévole et de gestion.

La gestion des locaux et les assurances ont vu 165 nouveaux baux signés, 86 faisant l'objet de visites préalables et donnant lieu à des conseils sur la prévention ou l'accessibilité. Les inspections des gros entrepôts (plus de 1 000 m²) sont terminées et les équipes cernent, en lien avec le bureau, les investissements indispensables au maintien de la sécurité, en tout premier lieu des personnes.

Les ressources humaines de l'Association Nationale sont désormais composées de près de 400 personnes. Parmi elles, 296 bénévoles dont les profils se sont diversifiés et la fidélisation améliorée grâce à un meilleur suivi. Les RH gèrent aussi 68 salariés, 27 stagiaires, 17 alternants, 7 CDD et 5 mécénats de compétences. Nous avons également développé un service de conseil social aux AD pour les accompagner dans leur rôle d'employeur.

Le secrétariat général a poursuivi sa mission de coordination de la structure en veillant à la mise en œuvre du PAN 2015-2018. Un comité de contrôle interne a été créé : il veille au respect des règles de gouvernance et des procédures rédigées, à la prévention des risques identifiés et à la réalisation du Projet Associatif National.

Nous ferons vivre la petite idée de Coluche, en construisant toujours l'avenir.

Mais résumer l'intégralité de nos actions à ce seul message de notre fondateur, datant désormais de 31 ans, serait évidemment réducteur. En fait, nous n'avons cessé de préparer l'avenir depuis plusieurs exercices, et c'est ce qui nous permet aujourd'hui de traverser sans trop d'encombres les fluctuations et parfois les coups de tabac du présent.

C'est en anticipant et en nous adaptant que nous continuerons à pouvoir poursuivre notre objet social. Comme Coluche l'avait fait lui-même en lançant, dès les premiers mois, les projets de loi de défiscalisation des dons ou d'ouverture des frigos de l'Europe.

C'est le concept du projet associatif national triennal dont nous déroulons actuellement la troisième version.

C'est cette bonne habitude de nous interroger sans cesse sur notre manière d'agir, avec humilité, pour la faire évoluer quand elle nous semble perfectible.

C'est aussi cette idée de penser davantage aux jeunes :

- A ceux que nous aidons, malheureusement de plus en plus nombreux à être frappés par la précarité du logement et de l'emploi, et pour lesquels nous devons évoluer, en modifiant nos horaires d'ouvertures, nos localisations, notre accompagnement,

- A ceux qui nous rejoignent, trop peu nombreux car nous avons perdu l'habitude de les solliciter, et pour lesquels nous devons adapter notre concept du bénévolat, en le rendant plus souple et plus en phase avec la vie sociale actuelle,

- A ceux qui nous soutiennent, encore fidèles pour l'instant, et pour lesquels nous devons réinventer notre communication en diversifiant les supports et les messages pour les rendre compatibles avec les nouveaux modes de consommation de l'information.

Construire l'avenir, c'est aussi accepter de s'effacer pour que d'autres modes de pensée et d'actions émergent.